



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 61 – 3 FEVRIER 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DU SUD :
5 ENTREPRISES
FIGURENT DANS LA
LISTE DES 250 PLUS
GRANDS
DISTRIBUTEURS
DANS LE MONDE

COTE D'IVOIRE :
HAUSSE DE 16 % DU
NOMBRE DE
PASSAGERS A
L'AEROPORT
D'ABIDJAN EN 2016

SENEGAL : L'AFD
FINANCE LE
REINFORCEMENT DU
TISSU DE PME DANS
TROIS REGIONS

COMORES :
SUBVENTION DE LA
BAFD POUR
AMELIORER ET
DEVELOPPER LE RESEAU
ROUTIER

KENYA : LANCEMENT
D'UN PROGRAMME
VISANT A APPORTER DE
L'ENERGIE OFF-GRID A
14 COMTES ISOLES

AFRIQUE DU SUD :
INAUGURATION DU
PREMIER CENTRE DE
VALORISATION
ENERGETIQUE DES
DECHETS D'AFRIQUE

BURKINA FASO :
PERSPECTIVES 2017
ENCOURAGEANTES
POUR L'OR BURKINABE

GABON : VIVENDI
AFRICA REÇOIT LA
LICENCE INTERNET TRES
HAUT DEBIT

REPUBLIQUE DU
CONGO : UN PONT
POUR RELIER LES DEUX
CONGO



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Progression générale de la corruption en Afrique sub-saharienne

C'est le constat que fait l'ONG Transparency international dans la dernière édition 2016 de son rapport annuel sur la corruption dans le monde. Ainsi, le Botswana, pays le mieux classé du continent (35^{ème} rang mondial) recule de sept places. Il est suivi du Cap-Vert (38^{ème}, +2 places), de l'île Maurice (50^{ème}, -5 places), à égalité avec le Rwanda (50^{ème}, -6). La Namibie (53^{ème}, -8) complète le top 5 du continent. En Afrique de l'Ouest, le Cap-Vert est suivi du Sénégal (64^{ème}, -3), du Ghana (70^{ème}, -13), du Burkina Faso (72^{ème}, +4), du Bénin (95^{ème}, -12), du Libéria (90^{ème}, -4), du Niger (101^{ème}, -2), de la Côte d'Ivoire 108^{ème} (-1), du Mali (116^{ème}, -21), du Togo (116^{ème}, -9), de la Sierra Leone (123^{ème}, stable) de la Guinée (142^{ème}, -3), de la Mauritanie (142^{ème}, -30) et du Nigéria (136^{ème}, +2). Les derniers du classement sont le Soudan (170^{ème}), le Soudan du Sud (175^{ème}) et la Somalie (176^{ème}). En Afrique centrale, l'indice est en baisse. Le Congo, la RCA et le Tchad sont les pays les plus corrompus de la région et occupent la 159^{ème} place. Le Cameroun occupe la 145^{ème} place et le Gabon, le mieux classé de la région, occupe la 101^{ème} place (-2).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr ; victor.berenger@dgtresor.gouv.fr ;
jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr ; alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est : 17 millions de personnes en état de stress alimentaire en raison de la sécheresse

L'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, a indiqué que 17 millions de personnes, réparties au Kenya, en Somalie et en Ethiopie mais aussi à Djibouti, en Erythrée, au Soudan et en Ouganda, nécessitent une aide alimentaire d'urgence. La situation est particulièrement inquiétante dans les trois premiers pays. Sans action immédiate de la communauté internationale, le risque est, selon la FAO, de faire face à une nouvelle famine, de la même ampleur que celle de 2011.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Accès à internet : le continent africain entre progrès et inégalités

Le continent compte désormais près de 281 millions d'internautes pour un taux d'accès moyen d'à peine 23 %, selon les derniers chiffres de l'Internet Live Stats, membre du projet *Real Time Statistic*. En tête du palmarès des pays où le taux de pénétration est le plus important on retrouve les Seychelles (57,90 %) et l'Afrique du Sud (52%). Le Nigeria reste toutefois le pays où l'on compte le plus d'internautes. Ils sont près de 86 millions aujourd'hui, ce qui équivaut à un taux de pénétration de plus de 46 %. Si tout le continent connaît une progression, en moyenne supérieure à 4 %, du taux d'accès à internet, les disparités entre les pays restent colossales et varient de 1 à 50.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CONJONCTURE

▼ Nigéria : la Banque centrale laisse son taux directeur inchangé

Le Comité de politique monétaire, qui s'est tenu les 23 et 24 janvier, a décidé de maintenir : 1) les réserves obligatoires des banques à 22,5 % ; 2) le taux directeur à 14 % ; 3) le corridor autour du taux directeur de +200/-500 pdb ; 4) le ratio de liquidité à 30 %. Pour rappel, en juillet dernier, le Comité de politique monétaire avait augmenté son taux directeur de 200 points de base à 14 %, à la suite d'une dévaluation de la monnaie nigériane après que la Banque centrale du Nigéria ait décidé d'abandonner l'ancrage au dollar en juin.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Fitch révisé la perspective de stable à négative

L'agence de notation a révisé la perspective pour le Nigéria de « stable » à « négative », craignant que le manque de devises puisse entraver l'activité économique, et confirmé la note B+ de l'économie ouest-africaine, quatre niveaux en dessous de la catégorie « investissement ». Alors que l'économie nigériane devrait croître à 1,5 % cette année, après s'être contractée d'environ 1,5 % en 2016, le secteur non-pétrolier va continuer à être contraint par les pénuries de devises. Bien que l'endettement public reste faible à 17 % du PIB, le manque de recettes publiques pose un risque pour la soutenabilité de la dette, selon l'agence. A la fin de l'année 2016, la dette publique représentait 281 % des revenus du gouvernement fédéral.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'Assemblée nationale adopte le Cadre de dépenses à moyen terme 2017-2019

Les deux chambres de l'Assemblée nationale ont finalement adopté une version révisée du Cadre de dépenses à moyen terme 2017-2019 le 18 janvier et le document de stratégie fiscale, approuvant toutes les projections proposées par l'exécutif, si ce n'est le prix de référence du pétrole, qui est passé de 42,5 USD à 44,5 USD. Le niveau de production de barils de pétrole a été maintenu à 2,2 M b/j, avec une perspective d'augmentation de 100 000/j par an les deux années suivantes. L'adoption de ce texte ouvre la voie du passage du budget au Parlement. Le budget 2017 a été présenté au Sénat et a atteint la seconde lecture le 26 janvier.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le comité de politique monétaire maintient le taux directeur à 25,5 %

Le comité de politique a décidé de maintenir le taux directeur à 25,5 %, malgré la tendance à la baisse de l'inflation (15,4 % en glissement annuel en décembre 2016) et le ralentissement de la dépréciation du cédi (-9,6 % sur l'ensemble de l'année 2016 contre -15,7 % en 2015). En novembre dernier, le taux directeur avait été abaissé, pour la première fois depuis juillet 2011, à 25,5 %, mais son niveau élevé reste un frein à l'accès au crédit pour les entreprises.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : la dette publique, en hausse, représentait 71,9 % du PIB en novembre 2016**

La dette publique a atteint 119,9 Mds GHC (soit 25,6 Mds EUR au 26 janvier 2017) en novembre 2016, représentant 71,9 % du PIB, en hausse de 3 points par rapport à octobre 2016 (114,9 Mds GHC soit 68,9 % du PIB). Ce résultat reste supérieur à l'objectif assigné par le FMI lors de la dernière revue. Par ailleurs, la dette ghanéenne est composée à 55 % de dette externe (66 Mds GHC), représentant près de 40 % du PIB.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : chute des flux d'IDE de près de 66 % sur la période 2011-2016**

D'après le GIPC (Centre de promotion des investissements au Ghana), les flux d'IDE ont diminué de 65,85 % entre 2011 et 2016, passant de 6,3 Mds USD en 2011 à 2,3 Mds USD en 2015, et 1,9 Mds USD sur les 3 premiers trimestres 2016, avec une chute de 80 % sur le seul 3^{ème} trimestre (247,17 M USD contre 1,45 Mds USD au 2^{ème} trimestre). Les secteurs ayant reçu le plus d'investissements sont l'industrie manufacturière et le tourisme. Ces chiffres doivent néanmoins être analysés avec prudence compte tenu des diverses définitions pouvant être retenues pour le calcul des IDE. Ainsi, le dernier rapport de la CNUCED (2014) fait état d'un stock d'IDE au Ghana de 7,1 Mds USD. Le stock d'investissements directs français au Ghana était quant à lui, de 1,5 Mds EUR en 2015.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : hausse de 16 % du nombre de passagers à l'aéroport d'Abidjan en 2016**

L'aéroport international Félix Houphouët-Boigny a enregistré 1 829 000 passagers en 2016, soit une hausse de 16 % par rapport à 2015. Cette augmentation est due à l'arrivée de nouvelles compagnies, à l'ouverture de nouvelles lignes et à l'augmentation de la fréquence de certains vols. A ce jour, 25 compagnies desservent cet aéroport, dont deux françaises Air-France et Corsair international. Les autorités ivoiriennes souhaitent atteindre d'ici 2020, 8 millions de passagers annuellement. Pour y parvenir, le gouvernement a relancé depuis fin 2015 un programme triennal (2016-2019) de modernisation des installations aéroportuaires d'un montant de 40 Mds FCFA (61 M EUR).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : maintien du taux directeur et légère révision à la baisse de la prévision de croissance pour cette année**

Le 24 janvier, le comité de politique monétaire a décidé à l'unanimité de maintenir le taux directeur à 7 % en raison de la détérioration des perspectives d'inflation pour 2017 (augmentation des prix du pétrole, persistance de l'inflation alimentaire malgré des conditions météorologiques plus favorables, nombreux risques pesant sur le rand), la Banque centrale révisant à la hausse sa prévision pour 2017 de +5,8 % en g.a projeté en novembre 2016 à +6,2 % désormais. En parallèle, les autorités monétaires ont révisé légèrement à la baisse la prévision de croissance pour 2017, de 1,2 % à 1,1 % désormais.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Angola : le FMI demande à poursuivre les efforts de consolidation budgétaire

Au terme de leur mission d'évaluation, les experts du FMI ont souligné les efforts budgétaires réalisés par le secteur public non pétrolier mais ont également indiqué qu'il fallait remettre la dette publique sur une trajectoire baissière tout en soutenant la croissance économique à moyen terme. Ils ont également apprécié les mesures prises par la Banque centrale pour renforcer la supervision et l'assainissement du secteur bancaire mais ont jugé nécessaire d'améliorer encore le cadre de la politique monétaire afin de mieux contrôler l'inflation et de faciliter la transition vers une plus grande flexibilité des taux de change.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : statu quo de la Banque centrale sur son taux directeur

Le 30 janvier, la *Central Bank of Kenya* a décidé de maintenir son taux directeur à 10 %. Elle note un léger reflux de l'inflation, de 6,7 % en novembre à 6,4 % en décembre : les prix alimentaires ont tendance à accélérer en raison de la sécheresse mais l'inflation totale bénéficie d'un effet de base négatif lié à l'introduction en décembre 2015 de l'*Excise Duty Act*. Elle considère par ailleurs que le « marché des changes est stable » et ce, grâce à la réduction du déficit courant en 2016, qui est passé de 6,8 % à 5,5 % sur un an. Les réserves kényanes s'établissent à 6,9 Mds USD soit 4,5 mois d'importations, ce qui, combiné aux lignes de précaution octroyées par le FMI, permettrait au Kenya de faire face à tout éventuel choc de court terme.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : approbation par le FMI des revues au titre du SBA et de la SCF

Fin janvier, le FMI a approuvé les 1^{ères} revues au titre des deux programmes qui le lient au Kenya, sur la base du constat des bonnes performances économiques enregistrées par le pays au cours des derniers mois, notamment en termes de croissance, d'inflation et de réduction du déficit courant. Le FMI s'inquiète cependant de l'effet potentiellement récessif de la loi sur l'encadrement des taux bancaires, décidée en septembre dernier. Il signale par ailleurs que la consolidation des finances publiques est essentielle, pour maintenir un risque faible de surendettement tout en préservant des marges d'actions pour financer des dépenses de développement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Notation financière : l'américain Carlyle se renforce en Afrique

The Carlyle Group, fonds d'investissement fort de 169 Mds USD d'actifs sous gestion à travers le monde, rachète la moitié du capital de *Global Credit Ratings* (GCR), l'agence de notation panafricaine basée en Afrique du Sud. C'est la deuxième incursion du colosse américain dans le secteur des services financiers en Afrique, après un investissement en 2014 au capital de la banque nigérienne Diamond Bank. L'opération porte sur environ la moitié du capital de Global Credit Ratings (GCR). Les détails financiers de l'opération n'ont pas été révélés. Soumise à l'approbation des autorités de régulation, elle devrait être finalisée début 2017.

redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Côte d'Ivoire : 102 M EUR de la BAfD pour un projet agro-industriel

La Banque africaine de développement (BAfD) vient d'approuver deux prêts (d'un montant global de 64,2 Mds FCFA) et un don (2,8 Mds FCFA), pour financer le développement du pôle agro-industriel de la région du Bélier (Centre du pays) via une dynamisation des filières agricoles porteuses (riz, maïs, manioc, légumes, porcine et poisson). Le coût total du projet est de 81 Mds FCFA. Le reste du financement (14 Mds FCFA) sera apporté par l'Etat et les bénéficiaires. Le projet devrait bénéficier à environ 64 % des habitants de la zone et créer près de 19 000 emplois permanents. La production additionnelle attendue est estimée à 465 000 tonnes par an.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : visite de travail du Vice-président de la BID

Une importante délégation de la Banque islamique de développement, conduite par son Vice-président, a séjourné en Guinée le 24 janvier et a été reçue par le Président de la République. Cette visite a permis de signer deux conventions de financement (208 M EUR) concernant les travaux routiers de la route Dabola–Kouroussa et le tronçon Kissidougou–Koninbadou. La délégation a par ailleurs inauguré un centre de santé à Mafrinya (56 M EUR) et a rencontré des représentants du secteur privé.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : l'AFD finance le renforcement du tissu de PME dans trois régions

L'AFD finance, à travers une convention signée avec le gouvernement sénégalais, l'accompagnement et le renforcement du tissu des PME dans trois régions du Sénégal (Vallée du fleuve Sénégal, Sud-Est et Casamance), pour un montant total de 14,9 M EUR (9,8 Mds FCFA). Cet appui aux PME sera mis en œuvre conjointement par le Bureau de Mise à Niveau (BMN) et l'Agence pour le développement et l'encadrement des PME (ADEPME).

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : la BID octroie 77,8 M EUR pour le financement de projets à fort impact social

La Banque islamique de développement (BID) finance à hauteur de 77,8 M EUR trois projets concernant la santé, la microfinance et le commerce. 49 M EUR sont destinés au développement de la microfinance islamique au Sénégal à travers le PROMISE (Programme de développement de la microfinance islamique au Sénégal). Le volet santé (26,8 M EUR) est conjointement financé par la BID et le Fonds de la Vie et de Subsistance. Il vise à soutenir la mise en œuvre du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP). Le troisième projet constitue en un appui au plan de communication du projet *Waqf* visant à promouvoir la finance islamique.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : l'UE accorde une aide budgétaire de 15,5 M EUR**

L'Union européenne (UE) vient de notifier l'octroi à l'Etat togolais d'un appui budgétaire de 15,5 M EUR. Pour l'UE, cette subvention est consécutive aux progrès réalisés par les autorités togolaises dans les domaines de la gestion des finances publiques et aussi à l'engagement du pays dans les réformes auxquelles il a souscrit avec le Fonds monétaire international (FMI).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Comores : subvention de la BAfD pour améliorer et développer le réseau routier**

Le 26 Janvier, la Banque africaine de développement a annoncé l'octroi d'une subvention de 20,4 M USD aux Comores pour améliorer et étendre ses réseaux routiers. Le projet sera mis en œuvre sur 4 ans sur les îles de Grande Comore et d'Anjouan. Il se concentrera sur l'amélioration de la qualité des principales infrastructures routières du pays afin de stimuler les échanges commerciaux et impulser une croissance économique durable. La subvention sera notamment consacrée à la réhabilitation d'un tronçon de 47 km et à la mise en place d'une politique de protection contre l'érosion côtière. Le projet sera financé conjointement par la BAfD et l'UE, pour un coût total de 36,5 M USD.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ **Djibouti : financement du FIDA pour lutter contre les pénuries d'eau**

Les autorités djiboutiennes et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont signé un accord de financement pour le Programme de gestion des eaux et des sols. Il bénéficiera à 66 000 personnes et permettra de lutter contre la pénurie d'eau en zone rurale en améliorant à la fois les structures de collecte des eaux de surface mais aussi la restauration et la régénération des pâturages. Le coût du programme s'élève à 17,05 M USD, financé par le FIDA (5,77 M USD en prêt et 0,3 M USD en don), le Programme alimentaire mondial (1,7 M USD), le gouvernement de Djibouti (2,52 M USD) et les bénéficiaires (0,7 M USD). Un financement de 6,1 M USD reste à trouver.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : octroi de 60 M USD de prêts par la banque TDB**

La *Eastern and Southern Africa Trade and Development Bank* (TDB, anciennement PTA Bank) a approuvé trois prêts de 20 M USD chacun à trois sociétés éthiopiennes. Il s'agit d'*Ethiopian Airlines* (transport aérien, qui avait bénéficié d'un 1^{er} prêt de TDB de 40 M USD), de *Gatepro Metal Engineering* (métallurgie) et d'*Enyi General Business* (BTP-Immobilier), société qui a signé un contrat avec le français Accor pour l'exploitation d'un hôtel Pullman à Addis-Abeba. TDB est la banque d'investissement et de développement du marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Son objectif est d'atteindre un portefeuille de projets de 500 M USD sur l'Ethiopie.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : lancement d'un programme visant à apporter de l'énergie off-grid à 14 comtés isolés**

Le Kenya pourrait lancer, avec l'appui de la Banque mondiale, un programme de 150 M USD pour l'électrification de 14 comtés isolés, grâce à des mini-réseaux électriques alimentés à l'énergie solaire. L'initiative, qui n'a pas encore été validée par le CA de la Banque, permettrait d'apporter l'énergie aux ménages et aux bâtiments qui fournissent des services communautaires et abritent les marchés. L'énergie produite servirait également à l'alimentation des forages hydrauliques pour assurer les besoins en eau des ménages et l'irrigation des cultures. L'alimentation des puits par ce type d'énergie permettrait de réduire les coûts d'extraction de l'eau.

✉ benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Maurice : signature d'un accord avec le Sénégal pour un projet de zone économique spéciale**

Un accord pour le développement d'une zone de 53 ha (parc industriel, bâtiments commerciaux,...), située dans la ville nouvelle de Diamniadio (proche du futur aéroport international Blaise-Diagne, au sud de Dakar), a été signé fin janvier entre les gouvernements sénégalais et mauricien. Ce projet s'inscrit dans l'ambition de Maurice de participer au développement de zones économiques spéciales en Afrique. En juillet 2015, un accord cadre bilatéral avait été signé sur ce sujet entre les deux pays. Des discussions sur le développement des ZES sont en cours entre Maurice et d'autres pays africains, notamment le Ghana et Madagascar.

✉ jerome.chastenet@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : plus de 18 M EUR pour soutenir le projet e-Burkina**

Le Burkina Faso vient de bénéficier d'un financement de plus de 18 M EUR de la Banque mondiale en vue d'améliorer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'administration publique. En phase avec les priorités numériques du Plan national de développement économique et social (PNDES), ce projet vise à développer la fourniture d'informations et de services électroniques et à promouvoir l'entrepreneuriat dans l'économie numérique, en mettant un accent particulier sur l'agriculture et les zones rurales.

✉ michel.dhe@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Niger : le FMI approuve un accord de 134 M USD au titre de la FEC**

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 23 janvier un accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant équivalant à 134 M USD. Ce nouveau programme soutient la mise en œuvre du plan national pour le développement économique. Il vise à consolider la stabilité macroéconomique, à favoriser une croissance élevée, durable et inclusive, à accroître les revenus et à créer des emplois. Un décaissement immédiat de 19,2 M USD. Le FMI estime la croissance de l'économie nigérienne à 4,6 % en 2016, contre 3,5 % en 2015, et l'inflation à 1,1 %. Pour 2017, il prévoit une croissance de 5,2 %, portée par l'agriculture et la hausse attendue de la production pétrolière, et une inflation inférieure à 2 %.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Comores : vers un approfondissement des relations avec la Chine

Dans le cadre d'une cérémonie regroupant le représentant de la République populaire de Chine à Moroni et des membres du gouvernement des Comores, trois accords visant le renforcement des relations entre les deux pays ont été signés début janvier 2017. La première signature concerne un protocole d'accord d'annulation partielle de la dette comorienne envers le gouvernement chinois, à hauteur de 1,3 M EUR. Le second accord concerne le financement par la Chine de la réhabilitation du bâtiment abritant l'assemblée nationale, pour un montant d'environ 95 000 EUR. Enfin, la Chine prévoit un appui technique auprès de l'Office de radio et de télévision des Comores à hauteur de 1,8 M EUR.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ Madagascar : visite du Président turc

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a clôturé sa tournée africaine à Madagascar. A l'issue de sa rencontre avec le Président malgache, plusieurs accords ont été signés, notamment en matière de coopération diplomatique, d'échanges commerciaux, d'échange d'informations, d'assistance financière aux forces armées malgaches et d'échange de programmes audiovisuels. Le 25 janvier, Recep Tayyip Erdogan a participé au forum économique Madagascar-Turquie, accompagné d'une délégation de 150 chefs d'entreprises. Des rencontres *B to B* ont été organisées afin de présenter les opportunités d'affaires dans le domaine de la technologie, l'agriculture et l'élevage, le textile et le tourisme. Le volume d'échanges entre Madagascar et la Turquie a atteint à 64 M USD en 2015.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : visite du Président turc et construction du chemin de fer

La visite du président turc Recep Tayyip Erdogan les 22 et 23 janvier en Tanzanie a relancé le débat sur la construction du chemin de fer qui relie Dar es Salam aux pays voisins, dont le coût est estimé à 7,6 Mds USD. Alors que le contrat octroyé à un consortium conduit par *China Railway Materials* avait été annulé pour cause d'irrégularités en 2015, le nouvel appel d'offres pourrait être remporté par une entreprise turque. Certains responsables du gouvernement tanzanien craignent cependant qu'une décision qui irait à l'encontre des intérêts de Pékin n'entraîne le retrait de l'*Exim Bank of China* qui a signé un accord avec la Tanzanie pour financer la ligne de 1 259 km.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : confirmation de l'engagement d'1,3 Md USD lors de la visite du Vice-président de la Banque mondiale

Le 18 janvier, Makhtar Diop, Vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique, a rencontré le Président malgache, les ministres des Finances et du Budget, de l'Economie et du Plan ainsi que le gouverneur de la banque centrale. Makhtar Diop a confirmé l'engagement de 1,3 Md USD sur trois ans dans les secteurs de l'énergie et de la nutrition. Une partie de l'appui de la Banque se fera sous forme de garantie partielle aux investisseurs et de financement de lignes de transport électrique depuis les sites de production vers les réseaux de distribution. Pour rappel, la Banque mondiale finance le programme PAGOSE (65 M USD sur trois ans), qui accompagne le redressement technique et financier de la compagnie nationale de l'eau et de l'électricité, la JIRAMA.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : visite du Vice-président de la Banque mondiale

Le Vice-président pour l'Afrique de la Banque mondiale, Makhtar Diop, a annoncé sa volonté d'accélérer les procédures concernant l'octroi d'un prêt de 305 M USD pour le projet d'extension du port de Dar es Salam. Ce projet avait fait l'objet en 2014 d'un MoU, resté sans suite, entre la Banque mondiale et le gouvernement tanzanien portant sur un prêt d'environ 600 M USD. L'annonce a été faite en marge de l'inauguration officielle de la première phase du *Bus Rapid System* de Dar es Salam, financée par un prêt de 403 M USD de la Banque mondiale et dont la mise en place prochaine des phases 2 et 3 devrait donner lieu à un nouveau prêt de 425 M USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ République du Congo : un pont pour relier les deux Congo

À la faveur d'une réunion d'experts qui s'est tenue à Libreville au mois de décembre dernier, la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) a réactivé un projet de pont reliant le Congo-Brazzaville et au Congo-Kinshasa. En ce qui concerne le financement et la gestion, un montage de type PPP semble privilégié. À cet égard, une loi « PPP » est en cours d'élaboration au Congo-Brazzaville. S'agissant du Congo-Kinshasa, c'est la loi n° 14/005 du 11 février 2014 portant régime fiscal, douanier, parafiscal, des recettes non fiscales et de change applicables aux conventions de collaboration et aux projets de coopération qui sert de base légale, quoique minimaliste.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Cameroun : 450 Mds FCFA pour le fonds national d'investissements stratégiques

Selon le ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique, Ernest Ngwaboubou, l'État prépare une restructuration de la Société nationale d'Investissements (SNI), qui devrait être doté d'un fonds national d'investissements stratégiques. L'État mobiliserait des financements auprès de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et de Proparco pour la constitution de ce fonds qui s'établit à 450 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Sahel : la Banque mondiale finance pour 27,6 M USD le développement du secteur de l'élevage

La Banque mondiale contribue pour 17 Mds FCFA (27,6 M USD) au financement du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS), d'un coût total de 152 Mds FCFA (248 M USD). Ce projet concerne huit pays sahéliens dont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Prévu sur six ans, il permettra d'accompagner le secteur de l'élevage à travers l'amélioration de la santé animale, la facilitation de l'accès aux marchés pour les éleveurs et agropasteurs et une gestion plus efficiente des ressources naturelles et des crises pastorales dans les pays concernés.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : des prévisions de mise en culture pour le maïs encourageantes pour la campagne en cours

Selon les premières estimations, la sole cultivée en maïs pour la campagne 2016/2017 serait de 1,56 M ha pour la culture de maïs blanc pour l'alimentation humaine et 0,99 M ha pour la culture de maïs jaune pour l'alimentation animale, soit au total 2,55 M ha. Par rapport à la dernière campagne, marquée une sécheresse, cela correspond à une augmentation de 602 000 ha (+ 31 %). Bien qu'inférieurs à la moyenne quinquennale, ces chiffres traduisent des conditions agro-climatiques pour le moment favorables. Si cette situation se poursuivait jusqu'à la récolte en mai, cette campagne devrait marquer un retour à la normale pour la première production végétale du pays.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : 5 entreprises figurent dans la liste des 250 plus grands distributeurs dans le monde

Deloitte vient de publier son rapport sur la distribution dans lequel l'Afrique du Sud confirme son rôle de leader en Afrique. 5 des 250 plus grands distributeurs en terme de chiffre d'affaires sont sud-africains dont 4 pour lesquels l'activité principale est la distribution alimentaire à savoir par ordre d'importance : *Shoprite*, *Spar*, *Pick n Pay* et *Woolworths*. Une des spécificités des distributeurs sud-africains est leur empreinte régionale avec une couverture géographique de 7 à 15 pays en Afrique. La zone Afrique et Moyen-Orient selon cette étude connaît le plus forte de taux de croissance (+ 19,1 %) et le meilleur niveau de marge (5,8 %).

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Burundi : promesse par la Chine d'un don de 5 000 tonnes de céréales pour faire face à la sécheresse

Comme le reste de l'Afrique de l'Est, le Burundi fait face à une longue période de sécheresse, conséquence du phénomène météorologique *La Nina*. Selon les sources gouvernementales, presque un million de personnes aurait besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Pour limiter l'impact sur la population de la baisse induite de la production vivrière, la Chine a promis un don de 5 000 tonnes de céréales. 500 tonnes seraient déjà en cours d'approvisionnement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : réouverture des prêts agricoles par la DBE**

La *Development Bank of Ethiopia* a annoncé la reprise son activité de prêts aux investisseurs agricoles, après un arrêt de près d'un an. Les demandes de prêts de 260 investisseurs en attente depuis mars 2016 vont être examinées et les nouvelles demandes pourront être adressées à compter du 1^{er} février. Cet arrêt faisait suite à une controverse portant sur une mauvaise gestion financière de la DBE dans l'attribution des prêts agricoles, ainsi qu'à la suspension de la location de terres arables par l'agence fédérale AILAA en raison des résultats décevants et de la mauvaise coordination avec les régions. AILAA, qui administrait les parcelles de plus de 5000 hectares de 4 des 11 régions d'Ethiopie, n'a pas repris son programme de location de terres.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Nigéria : signature d'un MoU entre Eni et la NNPC**

L'Italien Eni et la compagnie pétrolière nationale du Nigeria (NNPC) ont signé un MoU le 23 janvier 2017 en vue de travailler ensemble à la modernisation du complexe de raffinage de Port Harcourt. L'accord prévoit également des mesures en amont qui demandent l'intensification des activités de production de pétrole et de gaz avec un accent accru sur les activités de développement et d'exploration dans les zones côtières et extracôtières exploitées par les filiales nigériennes Agip Oil Co. et Agip Exploration.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : diminution de la production d'or sur les 9 premiers mois de 2016**

D'après le Ghana Chamber of Mines, la production d'or a diminué de 7 % sur les 9 premiers mois de l'année 2016, à 1,9 M d'onces. Ainsi, les revenus de la filière ont été de 2,34 Mds USD contre 2,35 Mds USD sur la même période en 2015. Ce repli intervient après la mise à l'arrêt de milliers de mineurs sur le site d'Obuasi (géré par AngloGold Ashanti) en raison des forts coûts de production liés à la crise énergétique que traverse le pays depuis deux ans. Le Ghana est le second producteur d'or en Afrique et cette ressource représente le premier poste d'exportation du pays (environ un tiers des ventes du pays).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : ambitions dans le secteur de l'hydroélectricité**

Au cours de la 7^{ème} assemblée générale de l'agence internationale des énergies renouvelables (IRENA) du 23 janvier, le ministre nigérian des Sciences et Technologies a confirmé les déclarations du Vice-Président Osinbajo concernant les ambitions nigérianes en matière d'énergies renouvelables : atteindre 50 % du mix énergétique d'ici 2020. Il a annoncé la construction prochaine de deux mini centrales hydroélectriques de 1MW chacune dans les Etats de Katsina et Zamfara qui amorcerait la construction d'une série d'autres mini centrales, projet qui remonterait au moins à 2013. Avec la réhabilitation en cours d'autres centrales, les capacités hydroélectriques représentent 49,3 % des capacités installées (5500/11 165 MW).

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : inauguration du premier centre de valorisation énergétique des déchets d'Afrique**

Le 25 janvier, un centre de valorisation énergétique des déchets a été inauguré dans la ville du Cap. Ce centre, un investissement de plus de 28 M EUR, a été développé par la société New Horizons Energy et financé à hauteur de 60 % par l'*Industrial Development Corporation*. Il traitera quotidiennement 10 % des déchets produits au Cap, soit 500 tonnes d'ordures ménagères et de déchets organiques convertis en biogaz (méthane) et en dioxyde de carbone pour être ensuite vendus à la société AFROX, l'*offtaker* majeur du projet. Le digestat issu de la transformation des déchets sera transformé en compost. Il s'agit du tout premier centre de cette taille sur le continent africain.

✉ stefane.leny@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : EDF a déclaré son intention de répondre à la demande d'information s'agissant du *Nuclear New Build Program***

L'industrie nucléaire française, emmenée par l'électricien EDF, a officiellement déclaré son intention de répondre à la demande d'information (RFI) s'agissant du *Nuclear New Build Program*, lancée par Eskom le 20 décembre. EDF a déclaré que sa réponse porterait aussi sur le cycle du combustible nucléaire et sur le réacteur de production commerciale. Eskom a souligné que le processus ne constituait pas un appel d'offres concurrentiel et ne créerait donc aucun engagement ni obligation financière. La date limite de réponse est le 28 avril.

✉ Jean-Baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : Le fonds souverain angolais va investir dans le premier port en eau profonde du pays**

Le fonds souverain angolais, connu sous son sigle FSDEA, va investir 180 M USD à Cabinda, dans le premier port en eau profonde du pays, qui devrait comprendre une zone de libre-échange, un centre de réparation de navires ainsi que des installations de stockage et de déchargement. Le financement permettra à la première phase de la construction du port d'être terminée d'ici la fin 2017. Celle-ci a commencé en 2016 avec des coûts s'élevant à environ 700 M USD, pour un rendement attendu de plus de 10 % à horizon 10 ans. D'autres investisseurs seront invités à participer à la concession portuaire, qui devrait durer 30 ans.

✉ Jean-Baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : perspectives 2017 encourageantes pour l'or burkinabé**

Deux nouveaux permis d'exploitation industrielle de grande mine d'or viennent d'être octroyés. Le premier concerne la société des mines de Sanbrado (SOMISA), dans la commune rurale de Boudry (province du Ganzourgou). Le potentiel de la mine est estimé à 13,6 tonnes d'or sur sept ans, avec des recettes estimées à 116 MEUR. Le deuxième permis, attribué à la Nordgold Yeou, permet la poursuite de l'exploitation du site de Taparko sur trois ans. IAMGOLD, qui exploite la plus grande mine du pays, a produit 11,7 tonnes d'or en 2016 et prévoit entre 11,5 et 11,8 tonnes en 2017. La société Roxgold (mine de Bagassi) a annoncé 2,3 tonnes d'or sur huit mois de 2016 et prévoit une production de 3,2 à 3,5 tonnes en 2017.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : une nouvelle mine de calcaire à ciment

Le gouvernement burkinabé a octroyé un permis d'exploitation pour une mine de calcaire à ciment dans les communes de Tin-Akoff et de Gorom-Gorom, province de l'Oudalan, région du Sahel. La société attributaire est la société Sahelian Mining, filiale de Diamond Cement Burkina du groupe indien West African Cement (WACEM). Les réserves du gisement, qui couvre 20,89 km², sont estimées à 20 millions de tonnes et la production moyenne de clinker à 600 000 tonnes par an pour une durée d'exploitation prévisionnelle de 20 ans.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : Baisse des exportations de pétrole au troisième trimestre 2016

Les exportations de pétrole ont poursuivi leur baisse au troisième trimestre 2016. Elles se chiffrent à 7,8 M de tonnes (-3,1 %). Le prix moyen du pétrole brut gabonais est également en baisse de 24 %, et se situe à 38 USD. La production de pétrole s'est chiffrée à fin septembre est de 8,6 M de tonnes (62,3 M de barils). Pour rappel, l'OPEP a récemment décidé de la réduction de la production de pétrole brut de ses membres afin de faciliter une remontée des cours. La baisse de la production gabonaise est fixée à 1,2M de barils soit 9 000 barils par jour (4,3 % de la production nationale) à partir du 1^{er} janvier 2017.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : La production aurifère diminue, le manganèse en hausse

La production d'or gabonais a atteint 922 kg au troisième trimestre 2016, contre 1010kg au troisième trimestre 2015 (-8,6 %). Ces résultats sont largement impactés par les inondations de la mine à ciel ouvert de Bakoudou (principal gisement aurifère gabonais exploité par la société marocaine Managem) et les conditions d'évacuation du minerai difficiles dans certaines localités. Parallèlement, la production de manganèse transformé dans le complexe métallurgique de Moanda a fortement augmenté (+47 %) pour atteindre 15 000 tonnes (11 000 tonnes de silico-manganèse et 4 000 tonnes de manganèse-métal).

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ *ShieldAfrica 2017* : promotion de l'offre française de la sécurité par Business France Abidjan

A l'occasion du salon *ShieldAfrica 2017*, le bureau Business France Abidjan en partenariat avec le GICAT et l'Attaché de sécurité intérieure près de l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire, ont organisé le 25 janvier dernier, un petit déjeuner d'information sur le marché de la sécurité intérieure et de la protection civile en Côte d'Ivoire. Une cinquantaine de participants français, entreprises privées et institutions publiques, étaient présentes. Le Bureau Business France a également organisé dans la soirée du 26 janvier pour les entreprises Sorheae et Til Technologies une présentation de leurs solutions de détection électronique et de contrôle d'accès aux abords des sites sensibles.

✉ aboutacar.fofana@businessfrance.fr

▼ **Ouganda : inauguration d'une nouvelle usine de traitement d'eau de Kampala**

Le Président Yoweri Museveni, a inauguré, le 25 janvier, la nouvelle usine de traitement d'eau de Kampala située à Ggaba. Cette usine permettra d'augmenter de faire passer l'alimentation en eau potable de la capitale de 190 à 240 000 m³. Son coût, de 42 M EUR, a été financé conjointement par l'AFD, la KfW et la BEI. Les travaux ont été réalisés par Sogea-Satom. Ce projet fait partie de la stratégie de *National Water and Sewerage Corporation* qui consiste à couvrir l'ensemble des agglomérations ougandaises en eau potable d'ici 2020.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : le gouvernement va émettre un appel d'offres pour la construction du chemin de fer Nseluka - Mpulungu**

Le gouvernement zambien a annoncé son intention d'émettre prochainement un appel d'offres pour la construction du chemin de fer Nseluka - Mpulungu pour 990 M USD, suite à la réalisation des études de faisabilité. La Banque africaine de développement (BAfD), qui a injecté environ 50 M USD pour entreprendre des études de faisabilité sur le projet, a également exprimé son intérêt pour le développement du chemin de fer. Celui-ci permettra de réduire les volumes de marchandises en vrac transportés sur les routes et sera une voie d'acheminement pour l'importation et l'exportation de biens vers la communauté d'Afrique de l'Est et au-delà.

✉ Jean-Baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : MTN reporte son introduction en bourse à 2018**

La filiale nigériane de l'opérateur sud-africain MTN a annoncé qu'elle reporte son introduction à la Bourse nigériane (NSE) à 2018. La société explique notamment ce report par ses récents démêlés financiers avec le régulateur des télécoms nigérian. Il faut rappeler qu'en 2016, MTN avait écopé d'une amende d'environ 1,7 Mds USD de la part du gouvernement nigérian pour ne pas avoir désactivé près de 5,1 M de cartes SIM non-identifiées. L'entrée en bourse du groupe était l'une des conditions fixées par le régulateur pour réduire le montant initial de l'amende qui s'élevait à 5,2 Mds USD.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : poursuite du développement du secteur des TIC/BPO avec 750 opérateurs recensés**

Selon une étude publiée par le *Board of Investment* (BOI), le secteur des TIC (information & communication) et du BPO (externalisation des services) continue à se développer à Maurice avec une croissance annuelle moyenne de 6,5 % sur la période 2014-2016. L'organisme de promotion des investissements ne recense pas moins de 750 opérateurs employant quelque 23 000 salariés et réalisant un CA cumulé de l'ordre de 550 M EUR. Un tiers des entreprises correspondrait à des TPE. Toutefois, le BOI admet qu'un défaut de formation freine le développement du secteur. La France apparaît comme le 1^{er} pays investisseur dans ce domaine, devant le Royaume-Uni ou l'Afrique du Sud.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services financiers : Ecobank à la recherche des perles rares**

Déjà résolu à améliorer ses services en ligne, le groupe bancaire panafricain a lancé mardi 31 janvier l'Ecobank Fintech Challenge, un concours à l'intention des start-up africaines dans le domaine de la technologie. L'objectif est d'identifier, parmi les candidats qui se proposeront avant le 14 avril, vingt finalistes, porteurs de solutions financières particulièrement innovantes. Les applications recherchées portent sur des solutions d'authentification sécurisée, d'évaluation de la solvabilité de clients ou de délivrance de micro-crédit. Les finalistes, qui seront invités pour la remise des prix au siège du Groupe Ecobank à Lomé, au Togo, pourront bénéficier de fonds d'amorçage jusqu'à concurrence de 500 000 USD.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

ENTREPRISES

▼ Nigéria : offensive de General Electric dans les secteurs ferroviaire et énergétique

Le gouvernement nigérian a entrepris l'évaluation des propositions présentées par General Electric (GE) et 4 autres entreprises afin de déterminer quelle compagnie serait choisie en tant que concessionnaire des lignes ferroviaires Lagos-Kano et Port Harcourt-Maiduguri. Dans le même temps, *Business Day* rapporte l'intérêt de la compagnie américaine à financer la réhabilitation de trois raffineries nigérianes, situées à Port Harcourt, Warri et Kaduna, avant la fin de l'année 2017. Selon une déclaration de la NNPC, le souhait de GE de s'associer à la NNPC pour la réhabilitation des trois raffineries s'est fait suite à une proposition similaire de la société italienne Eni afin de réhabiliter la raffinerie de Port Harcourt.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Mombasa Cement se lance dans le secteur énergétique avec un parc éolien de 36 MW

Mombasa Cement construira bientôt une centrale éolienne de 36 MW de capacité, dans la localité de Kilifi, au Kenya. L'installation sera composée de 12 turbines de 3 MW de capacité chacune. Une partie de la production du parc alimentera les installations du cimentier et le surplus devrait être vendu au réseau électrique national. La centrale sera implantée sur un terrain possédé par l'entreprise dans la région.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : Vivendi Africa reçoit la licence Internet très haut débit

Le 25 janvier 2017, le président de l'autorité de régulation des communications électroniques et des Postes (ARCEP) Lin Mombo a octroyé au Groupe Vivendi Africa (GVA) une licence de fournisseur d'accès internet à très haut débit (plus de 10 MB/seconde). L'investissement de GVA serait compris entre 30 et 40 Mds FCFA. Il devrait bénéficier de l'appui de Canal + pour la commercialisation et de la SEEG (Société d'Energie et d'Eau du Gabon) qui mettra à disposition ses installations. Le déploiement interviendra dans les prochains jours à Libreville.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Bénin : journées annuelles du Club des dirigeants de banques et établissements de crédit d'Afrique

Le Club des dirigeants de banques et établissements de crédit d'Afrique tiendra ses Journées annuelles du 2 au 4 février 2017 à Cotonou. Placées sous le thème de la contribution des banques et des institutions financières africaines à l'émergence économique et sociale du continent, elles rassembleront de nombreux participants dont BPI France, la Fondation France Afrique et IT Works.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : nouvelle mission du FMI pour un nouveau programme FEC

Selon un communiqué du FMI du 26 janvier, l'équipe pays du FMI et les autorités sont parvenus à un accord sur les éléments clés du budget 2017. Une mission du Fonds se rendra à Cotonou dans les prochaines semaines pour finaliser les discussions sur un programme de trois ans que le FMI pourrait appuyer dans le cadre d'un accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : premier pavillon France sur le salon *Agritech* du 26 au 29 avril 2017

Le salon agricole de référence en Zambie, *Agritech Zambia*, accueillera pour la première fois un pavillon France sur lequel seront présentés les savoir-faire et technologies françaises pour l'agriculture, l'élevage et la première transformation. L'*ADEPTA*, avec l'appui de l'Ambassade de France à Lusaka, profitera de ce temps fort pour valoriser l'agro-industrie française auprès du monde institutionnel et économique zambien. Les plus hautes autorités zambiennes ont assuré leur soutien à l'*ADEPTA* pour favoriser les échanges entre les deux pays. Les entreprises intéressées par ce salon peuvent contacter Aude Roelly, responsable Afrique d'*ADEPTA*

✉ aude.roelly@adepta.com ; guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

